

En 2012, élections, piège à cons ?

L'affligeant spectacle offert par nos hommes politiques m'amène à me demander si nous vivons vraiment en démocratie, qu'Abraham Lincoln définit comme le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

Je constate que l'élection de nos représentants au suffrage universel a dévié de ce but en aboutissant non pas à une démocratie mais à une oligarchie « aristocratique ». Des rapports incestueux entre pouvoirs économiques et politiques est née une caste gouvernante, où ceux qui excellent à conquérir le pouvoir ne sont pas forcément les meilleurs pour l'exercer.

Les fondateurs de la démocratie moderne à la fin du XVIII^e siècle connaissaient parfaitement l'exemple athénien, mais se gardèrent bien d'en appliquer les principes de fonctionnement. Au système du tirage au sort, ces élites préférèrent substituer l'élection d'un gouvernement représentatif du « peuple », car ils étaient certains de faire voter celui-ci dans le sens de leurs intérêts et de tenir fermement en main les rênes du pouvoir.

Nos prédécesseurs de la démocratie athénienne connaissaient parfaitement la nature humaine, faible, imparfaite, égoïste et corrompible. Ils avaient mis au centre de leur système politique l'égalité de tous les citoyens sur le plan politique, tout en reconnaissant leurs inégalités physiques, économiques et sociales. La liberté de parole était un droit sacré pour chaque citoyen, protégé contre toute mesure de rétorsion dans l'expression d'une opinion « dissidente ». Pour éviter la constitution, inéluctable avec le temps, d'une caste de politiciens professionnels et corrompus, ils instituèrent des mandats courts et non renouvelables, garantissant la

rotation des charges et « l'amateurisme » politique. Ceux-ci n'étaient pas attribués par une élection mais par un tirage au sort entraînant une désynchronisation entre les pouvoirs politiques et économiques, et ils étaient encadrés par de solides mesures de contrôle. Par le recours au volontariat, ainsi qu'à l'examen d'aptitude et à la mise à l'écart de certains citoyens, avant l'attribution des charges. Par la révocabilité en cours de mandat. Par la mise en accusation publique et la reddition des comptes aboutissant à des récompenses et des punitions à la fin de la période de service. Et en dernier ressort, les mandatés ne détenaient pas le pouvoir qui revenait à l'assemblée des citoyens.

Ce système peut vous paraître étrange mais fonctionna durant plusieurs siècles à l'apogée de la puissance commerciale et culturelle d'Athènes. Il garantit la liberté de parole, l'égalité politique, l'équité de la rétribution et incite à la fraternité citoyenne.

Êtes-vous sûrs de pouvoir parler librement sans sentir le poids de la pensée dominante ou d'un harcèlement judiciaire ? Croyez-vous qu'un énarque en sache plus ou ait plus de conscience politique qu'un simple ouvrier ? Pensez-vous connaître assez les candidats pour pouvoir voter en toute connaissance de cause ? Acceptez-vous que les partis politiques vous imposent leurs candidats et que le vote « blanc » ne soit pas reconnu ? Tolérez-vous la collusion entre les pouvoirs politiques et économiques, le cumul des mandats et la quasi-impunité dont bénéficient en pratique la caste politique ?

Peut-être est-il temps d'y réfléchir ...

Éric Coffinet